

EMB – rétrospective 2019

- Produire un kilogramme de lait bio coûte 60,29 centimes
Les producteurs de lait de toute l'Europe pour un instrument efficace de gestion de crise !
- Bye, bye WhatsApp, hello Telegram !
« Nous attendons de la ministre fédérale de l'agriculture, Julia Klöckner, qu'elle s'engage immédiatement, à Berlin et à Bruxelles, pour un changement de cap dans la politique agricole. »
- Conférence internationale du lait équitable : de l'Europe à l'Afrique
- Lancement de la gamme de lait équitable Faireswiss
Suisse : manifestation pour un marché du lait équitable et transparent devant le siège d'Emmi
- Grèves européennes du lait : des millions de litres de lait et des milliers de tracteurs
- Nouveaux rapports de force au Parlement européen
- Entretien avec Sylvain Louis, Président de l'APLI en France
Publication de l'étude sur la structure de livraison dans le secteur laitier
- Quand quantité et bas prix riment avec dumping
- Visite ministérielle à la ferme – entrevue avec Boris Gondouin
Avec leur action frontalière, les agriculteurs réclament l'abandon de CETA et consorts

Contact

EMB - European Milk Board asbl
Rue du Commerce 124
B-1000 Brussels

Phone.: +32 - 2808 - 1935

Fax: +32 - 2808 - 8265

Chers amis producteurs et productrices de lait, chers sympathisants,

office@europeanmilkboard.org
www.europeanmilkboard.org

La fin d'une année très mouvementée approche à grand pas. C'est pourquoi, à l'EMB, nous souhaitons profiter de cette occasion pour vous remercier pour le travail important que vous avez accompli au cours des 12 derniers mois :

Merci aux agricultrices et aux agriculteurs pour leur engagement !

Merci aux consommateurs qui nous ont soutenus, nous les exploitants agricoles,

et merci à tous les responsables politiques qui travaillent pour rendre le secteur agricole résistant aux crises !

Dans ce bulletin d'informations, nous souhaitons marquer le pas et passer en revue les événements les plus importants et les temps forts de l'année 2019. Bien qu'il soit plaisant, à la fin de l'année, de rêver à un barbu débonnaire qui réalise les vœux et apporte des cadeaux, nous, les producteurs de lait, savons bien que nos souhaits et nos revendications de prix rémunérateurs, comprenant un revenu décent, ne tomberont pas du ciel. Cette année a ainsi montré, une fois de plus, que les agriculteurs ne manquent pas d'énergie pour défendre leur métier et leur secteur d'activité. Ils ne se contentent pas de travailler, jour après jour, dans leur exploitation à produire des aliments de qualité supérieure, ils sont également capables d'un engagement politique fort.

Des actions fortes des agriculteurs

C'était le cas en janvier de cette année, lors d'une action à la frontière entre la Belgique et l'Allemagne où plusieurs organisations européennes et de nombreux producteurs ont réclamé une politique commerciale équitable. Et aussi deux mois plus tard, à Bruxelles, lorsque des producteurs de lait européens et leurs collègues africains ont appelé ensemble, lors d'une manifestation mémorable devant la Commission européenne, à endiguer la surproduction en Europe au moyen d'un instrument intelligent de gestion de crise. Il y a également eu des actions dans différents pays européens, comme la Suisse, et la visite d'un ministre dans une exploitation française ; des occasions pour les agriculteurs d'indiquer clairement aux responsables politiques et aux transformateurs ce qui est nécessaire pour le secteur et une production laitière porteuse d'avenir. En Allemagne, l'organisation MEG Milch Board a publié cette année une étude importante sur les conditions de livraison dans le secteur et, dans le cadre des manifestations d'agriculteurs en octobre, le BDM (*Bundesverband Deutscher Milchviehhalter*) a appelé la ministre allemande de l'agriculture à s'engager immédiatement pour un changement de cap dans la politique agricole. À partir de cette année, ces deux organisations publieront également avec l'EMB une étude sur les coûts de la production de lait bio en Allemagne.

Autre temps fort : les manifestations et les événements entourant les 10^e et 11^e anniversaires des grèves européennes du lait. Par exemple, une action menée par le MIG à Ciney, en Belgique, a rassemblé plus de 600 tracteurs et 1000 agriculteurs de tous les secteurs agricoles. L'action anniversaire organisée par l'organisation française APLI a, elle, attiré des milliers de consommateurs et d'agriculteurs en Normandie, au Mont-Saint-Michel.

Des prix équitables pour le lait ne sont pas une illusion. C'est ce qu'ont montré, cette année encore, les projets de lait équitable dans les différents pays membres de l'EMB. Ce mouvement continue de progresser et nous sommes particulièrement heureux d'accueillir un nouveau membre au sein de la famille du lait équitable : « Faireswiss » de l'organisation suisse Uniterre. La dernière édition de la conférence internationale du lait équitable a d'ailleurs montré que le succès de ce modèle ne se limite pas à l'Europe et qu'il peut aussi être intéressant pour des pays africains.

Le lait équitable n'est pas la seule famille à s'agrandir : l'EMB a aussi accueilli un nouveau membre cette année. Avec l'arrivée d'APROLEP, du Portugal, ce sont désormais 21 organisations membres qui luttent ensemble pour une production responsable dans l'UE.

Bruxelles sous les feux de la rampe

Au cours des derniers mois, Bruxelles a souvent fait les gros titres de l'actualité politique. Malheureusement, même s'il y a bien eu quelques progrès, ce n'est pas par des réformes radicales du secteur agricole que la capitale de l'UE a attiré l'attention de toute l'Europe. Tout d'abord, nous avons tous assisté au choix des personnes qui siègeront dans les institutions européennes au cours des prochaines années et, surtout, qui seront amenées à les diriger. Le Parlement européen a été renouvelé et nous connaissons désormais la composition de la Commission européenne, dirigée par Ursula von der Leyen et avec Janusz Wojciechowski au poste de commissaire à l'Agriculture. Désormais, plus rien ne devrait donc s'opposer à une véritable réforme du secteur agricole, pour parvenir à une production responsable et à des prix rémunérateurs pour les producteurs ! Les producteurs de lait de l'EMB continueront de militer auprès des responsables politiques en faveur de l'instrument de gestion de crise PRM pour le marché du lait. Le PRM ne devrait pas seulement permettre de résoudre l'instabilité chronique de la situation actuelle mais également d'endiguer efficacement les fluctuations du marché dans le cas d'événements exceptionnels, comme le Brexit par exemple.

Nous nous réjouissons de poursuivre avec vous, en cette année qui s'annonce, ce chemin important vers la création d'un secteur laitier stable.

Dans l'intervalle nous souhaitons de joyeuses fêtes avec votre famille et un peu de repos. Profitez de ce répit bien mérité et faites le plein de force et d'énergie pour la nouvelle année. Une année au cours de laquelle nous devons à nouveau, ensemble, nous engager politiquement pour nos familles et nos exploitations.

Erwin Schöpges & Sieta van Keimpema

Produire un kilogramme de lait bio coûte 60,29 centimes

Reuth, novembre 2019

© EMB

À partir de maintenant, les coûts de production du lait bio en Allemagne seront publiés chaque année

La demande toujours croissante en produits bio incite de nombreux producteurs de lait en Allemagne et en Europe à convertir leurs exploitations. Rien qu'en 2017 et 2018, la production de lait bio en Allemagne a augmenté de près de 20 % par an. Cette importance croissante du lait bio sur le marché entraîne aussi une hausse de la demande d'informations sur ce secteur. L'étude « Calcul des coûts de la production de lait bio en Allemagne – années fiscales 2011/12 – 2018/19 » du BAL (Büro für Agrarsoziologie und Landwirtschaft) s'est désormais penchée sur la question importante des coûts de la production de lait bio. Cette étude, commanditée par le MEG Milch Board, le BDM et l'EMB, publiera annuellement les coûts de production dans le secteur du lait bio.

Pour l'année 2018/19, les coûts de la production laitière s'élèvent à un total de 71,89 centimes par kilogramme de lait bio. En déduisant ensuite les **aides**, qui sont considérées comme des recettes, on arrive à un **résultat final de 60,29 centimes** par kilogramme.

Pour Kjartan Poulsen de l'European Milk Board (EMB), les informations sur les coûts sont indispensables pour obtenir un aperçu réaliste du marché. « Si l'on compare les coûts, à hauteur de 60,29 centimes, au prix du lait bio de 47,40 centimes, on se rend vite compte que les producteurs de lait bio ne peuvent pas non plus couvrir leurs coûts. » Ce prix ne couvre que 79 % des coûts de production générés dans les exploitations. Les producteurs auraient besoin d'un supplément de 16,34 centimes par kilogramme pour pouvoir couvrir tous leurs coûts, y compris une rémunération décente de leur travail.

2018/19 était-elle une année exceptionnelle ?

Comme le souligne Klaus Vetter du BDM (*Bundesverband deutscher Milchviehhalter*), l'étude offre, en plus des chiffres

actuels, des données importantes sur les cinq dernières années : « Même si le prix du lait bio est resté relativement stable en moyenne au cours des cinq dernières années, entre 47 et 48,5 centimes, la situation n'a pas été facile pour autant pour les producteurs. En effet, comme le montre l'étude, les coûts de production se sont élevés en moyenne à 64,16 centimes par kilogramme, soit un déficit moyen de 16,34 centimes. On voit donc bien que l'année 2018/19 n'était pas une exception car ce déficit est une caractéristique des cinq dernières années. »

D'après Peter Guhl, le président du MEG Milch Board, l'étude actuelle, qui sera désormais actualisée chaque année, fournit des informations importantes à tous les acteurs du marché : « Nous sommes très heureux de disposer désormais, noir sur blanc, des chiffres pour le secteur du lait bio. Cette analyse est importante pour les producteurs allemands de lait bio. Bien sûr, elle montre à l'industrie laitière les coûts qu'implique la production et qui doivent également être reflétés dans le prix payé aux producteurs. » Mais elle met aussi clairement en évidence que, malgré toutes les différences qui existent entre production conventionnelle et biologique, tous les producteurs de lait sont confrontés à un manque à gagner significatif. Ceci est également confirmé par le rapport sur la situation économique réalisé par le ministère fédéral allemand de l'Alimentation et l'Agriculture. Il montre en effet que, bien que le prix payé au producteur pour le lait bio soit plus élevé, la différence de revenus entre les exploitations conventionnelles et bio est relativement faible depuis des années.

Toutes les organisations participant à l'étude constatent également que « les consommateurs qui achètent consciemment des produits bio imaginent certainement garantir, par leur achat, une rémunération décente et couvrant les coûts pour les producteurs de lait bio. Cette croyance est également très répandue dans le secteur laitier. L'étude que nous présentons aujourd'hui révèle les chiffres véritables et prouve qu'il n'en est malheureusement rien. Nombreux sont ceux qui voudraient que la production de lait bio soit un modèle viable et porteur d'avenir. Mais il faut pour cela que son fondement économique – c'est-à-dire le prix du lait bio – soit aménagé de manière à éliminer le déficit que cette étude met en évidence. Les exploitations paysannes produisant du lait bio ne pourront avoir un avenir économique et une existence durable que si le prix du lait est véritablement rémunérateur. »

Contexte

L'European Milk Board (EMB), le BDM (Bundesverband deutscher Milchviehhalter) et le MEG Milch Board ont chargé le BAL (Büro für Agrarsoziologie und Landwirtschaft) d'analyser les coûts de production du lait bio. Ce calcul est représentatif de la situation économique de 4 800 exploitations laitières dont c'est l'activité principale. Les exploitations en activité complémentaire ou les exploitations mixtes principalement axées sur l'élevage sont exclues de cette analyse.

Ces études viennent compléter l'indice laitier MMI (Milk Marker Index), publié depuis 2013, et l'expertise sur les coûts de la production laitière dans le secteur conventionnel dans plusieurs pays membres de l'UE, publiée par l'EMB.

[Vous trouverez ici la brochure « Combien coûte la production de lait bio ? » \(en allemand\)](#)

[Vous trouverez ici le rapport de l'étude « Combien coûte la production de lait bio ? » \(en allemand\)](#)

Communiqué de presse de l'EMB du 28 novembre 2019

Les producteurs de lait de toute l'Europe pour un instrument efficace de gestion de crise !

Alors qu'à Bruxelles, les représentants nouvellement élus des institutions européennes commencent leurs travaux, les représentants des producteurs de lait de 15 États européens se sont rassemblés hier et aujourd'hui dans la ville italienne de Montichiari, au bord du lac de Garde. Les nouvelles orientations pour la refonte de la Politique agricole commune étaient au centre

des discussions.

Les agriculteurs sont marginalisés socialement

Les problèmes de l'orientation actuelle de la politique agricole se sont manifestés clairement ces dernières années à travers la susceptibilité du secteur aux crises, qui ont eu des conséquences particulièrement négatives pour les producteurs. À cause de ces crises, les producteurs de lait se sont vus verser en 2009, par exemple, moins de 25 centimes par litre de lait, alors que sa production coûtait plus de 40 centimes. En 2012, les prix sont repassés sous la barre des 30 centimes et, en 2016, la moyenne des prix dans l'UE n'était plus que de 28 centimes. Pendant ces années, les revenus des agriculteurs de l'UE se montaient à environ 40 % du revenu moyen dans l'UE, et à 27,5 % en 2009. Même avec 46,5 % du revenu moyen dans l'UE dans des années qualifiées de « normales », comme 2017 par exemple, les agriculteurs restent socialement marginalisés. Voilà des données qui augurent mal de l'avenir de la production laitière et de la transmission des exploitations à la jeune génération. Si la seule perspective constante est que la situation ne risque pas de s'améliorer dans un futur proche, il ne faut pas s'étonner que les jeunes agriculteurs n'envisagent pas leur avenir dans la production laitière. Le prix actuel du lait dans l'ensemble de l'UE – 33 centimes pour des coûts de production de plus de 40 centimes par litre – n'est pas non plus de nature à motiver qui que ce soit. D'autant qu'on peut s'attendre à ce que des perturbations supplémentaires viennent encore s'ajouter le jour où le Brexit deviendra réalité. En effet, la politique agricole de l'UE ne dispose pas d'instrument permettant de faire face à ce genre d'événement géopolitique, ni à d'autres.

Orientations pour une meilleure résistance aux crises

Pour cette raison, la conférence actuelle des producteurs de lait internationaux en Italie a mis en avant la *durabilité sociale* et la *production responsable*. La première étape est de rendre le secteur laitier moins susceptible aux crises en mettant en place un instrument de détection des crises au niveau européen. Il faut ensuite réagir rapidement, par des mesures efficaces, aux crises ainsi détectées. Ces mesures visent à ce qu'on produise de manière responsable. En cas de crise, on cherchera ainsi en premier lieu à stabiliser le marché par des réductions volontaires de la production.

Erwin Schöpges, le président de l'European Milk Board, dont la première priorité est d'éviter les crises, souligne l'importance d'une réaction rapide : « l'essentiel ici est de disposer d'un mécanisme automatique qui s'active quand une crise s'annonce. Les mesures de stabilisation du marché doivent ensuite être engagées *immédiatement* et de manière automatique. On peut ainsi éviter les perturbations graves qui pèsent à chaque fois très lourdement sur les agriculteurs. » Sieta van Keimpema, la vice-présidente de l'EMB, ajoute : « Toutefois, comme nous l'avons vu par le passé, toutes les mesures ne se valent pas. Le programme de réduction volontaire de la production s'est révélé efficace pour endiguer les crises. Par contre, l'intervention et le stockage privé n'ont pas permis et ne permettent pas de les éviter. Au contraire, l'intervention peut même accroître par la suite le déséquilibre du marché. » C'est pourquoi l'EMB milite pour l'emploi dudit **Programme de responsabilisation face au marché (PRM)**, qui comporte des mesures efficaces visant à éviter les crises et qui, à l'avenir, pourrait être amené à jouer un rôle important dans la Politique agricole commune de l'UE. Cet instrument peut aussi être appliqué de manière efficace dans le cas d'événements d'une portée aussi considérable que le Brexit ou de restrictions politiquement motivées des importations – il suffit de penser, par exemple, à la politique commerciale de l'actuel président des États-Unis.

Au-delà de la durabilité sociale, les producteurs de lait présents en Italie ont aussi accordé une grande importance à la durabilité écologique. Dans ce domaine, les stratégies et les options devraient néanmoins être débattues et mises en place *avec le concours* des agriculteurs. Cela vaut également pour un accord concernant une couverture équitable des coûts générés par une production respectueuse du climat. Un agriculteur doit pouvoir vivre de son travail ; cela signifie

que le prix du lait doit couvrir les coûts de la production laitière. Tous les coûts, y compris ceux correspondant au travail fourni et aux exigences climatiques.

Communiqué de presse de l'EMB du 15 novembre 2019

Bye, bye WhatsApp, hello Telegram !

Outre les communiqués de presse, les bulletins d'information, son site Internet et sa page Facebook, l'EMB a également informé sur l'actualité et les évolutions de la politique laitière via **WhatsApp**. En raison d'un changement des conditions d'utilisation de WhatsApp, nous ne pouvons plus vous envoyer des informations sur cette application depuis le 7 décembre 2019. Cependant, vous ne devrez pas vous passer des brèves informations de l'EMB. Car nous sommes passés de WhatsApp au service **Telegram** afin de continuer à vous informer sur les activités de l'EMB.

© EMB

Souhaitez-vous être tenu au courant de l'actualité via votre téléphone portable ?

Voici comment faire :

1. Téléchargez l'application « Telegram ».

2a. **Si vous nous lisez depuis votre téléphone portable** : cliquez sur le lien d'invitation t.me/europeanmilkboardFR et ouvrez le lien avec Telegram.

2b. **Si vous nous lisez depuis votre ordinateur** : copiez le lien d'invitation t.me/europeanmilkboardFR et envoyez-le à votre téléphone portable. Sur votre téléphone portable, ouvrez le navigateur Internet (Firefox, Google, Safari) et insérez le lien dans la barre d'adresse. Ouvrez le lien avec Telegram.

3. Notre canal s'ouvre. Cliquez en bas sur « rejoindre ».

4. Vous avez rejoint notre canal et serez désormais toujours bien informé.

Recevez dès maintenant sur Telegram des informations actuelles, un aperçu du bulletin et des photos de rencontres et d'actions !

Bureau de l'EMB

« Nous attendons de la ministre fédérale de l'agriculture, Julia Klöckner, qu'elle s'engage immédiatement, à Berlin et à Bruxelles, pour un changement de cap dans la politique agricole. »

© BDM
Milchviehhalter (22/10/2019)

Extrait du communiqué de presse du Bundesverband Deutscher

Des manifestations d'agriculteurs ont eu lieu le 22 octobre dans de nombreuses régions d'Allemagne. En de nombreux endroits, les tracteurs ont complètement bloqué la circulation. Dans un communiqué de presse, le BDM (Bundesverband Deutscher Milchviehhalter) a exprimé sa position sur les manifestations et sur les mesures

nécessaires pour le secteur agricole.

« Le BDM constate la nécessité de changements importants, mais ceux-ci doivent être réalistes et surtout, il faut que nous soyons capables de les financer », explique le président du BDM, Stefan Mann. « Nous nous perdons dans une réglementation et des formalités de plus en plus détaillées, qui représentent pour nous une charge considérable et qui mènent non seulement à une hausse continue de la pression sur les coûts, mais qui provoquent aussi des conflits d'objectifs. Il est grand temps de penser et d'agir de manière plus fondamentale. Nous ne pouvons pas continuer comme cela. Nous devons nous attaquer à la racine des problèmes. Nous devons prendre nos distances par rapport à une politique agricole qui ne sert, en vérité, qu'à fournir des matières premières bon marché à l'industrie agroalimentaire, pour lui

permettre d'être compétitive à l'international », poursuit M. Mann.

La pression sur les prix qui en résulte a mené, dans l'agriculture, à une course à l'efficacité et à l'intensification ainsi qu'à une concentration toujours plus forte et dont on s'efforce désormais d'atténuer les conséquences par des lois normatives.

« On pourrait comparer cela à un médecin qui ne soignerait ses patients qu'avec des antalgiques au lieu de traiter la cause de la douleur », affirme Stefan Mann. « On ne pourra pas régler les problèmes en imposant davantage de formalités et des normes de production de plus en plus strictes. Celles-ci ne font qu'accroître la pression sur les prix pour les agriculteurs et intensifier la course à l'efficacité. Nous devons rompre ce cercle vicieux qui a déjà mené des milliers d'exploitations à la ruine. Nous avons besoin que nos produits génèrent des revenus qui nous permettent de continuer à développer nos exploitations de manière économiquement durable et de faire face aux coûts engendrés par les changements nécessaires en matière de protection de l'environnement, du climat, de la nature et du bien-être animal. »

Nous attendons de la ministre fédérale de l'agriculture, Julia Klöckner, qu'elle s'engage immédiatement, à Berlin et à Bruxelles, pour un changement de cap dans la politique agricole. L'organisation commune de marché de l'UE doit être restructurée pour permettre une amélioration de la position commerciale des agriculteurs. Cela implique aussi d'endiguer la prééminence sur le marché, nocive à la concurrence, des acheteurs de nos produits afin que nous puissions en tirer un prix qui reflète leur valeur élevée. Nous ne devons pas signer des accords commerciaux comme celui avec le Mercosur, tant qu'ils contournent les normes et les exigences auxquelles sont soumis les agriculteurs européens et allemands.

Communiqué de presse du BDM (Bundesverband Deutscher Milchviehhalter) du 22 octobre 2019

Conférence internationale du lait équitable : de l'Europe à l'Afrique

Équité et engagement – les producteurs de lait récompensent un engagement responsable par la Faironika en Or

La 6e Conférence internationale du lait équitable, qui se tient aujourd'hui, a cette fois une dimension toute particulière : pour la première fois, des éleveurs d'Afrique et d'Europe se réunissent pour fêter ensemble le succès de leurs projets autour du lait. Ils décernent également la Faironika en Or à des responsables politiques, journalistes ou collègues, en remerciement de leur engagement exceptionnel en faveur de l'équité.

Il y a *Fairebel – Le lait équitable* qui écrit une page d'histoire depuis 10 ans avec des prix équitables pour les éleveurs laitiers belges. Il y a le lait *Fairefaso*, avec lequel les producteurs du Burkina Faso ont réussi à lancer leur propre marque sur le marché. Il y a aussi nos collègues producteurs de lait d'Allemagne, d'Autriche, de France, d'Italie, du Luxembourg et de Suisse, ainsi que du Mali, du Niger, du Sénégal et du Tchad qui ont réussi, au cours des dernières années, à mettre en place une solidarité forte avec les consommateurs, mais aussi entre eux. Tout cela fait partie de l'histoire du lait équitable, commencée en 2006 en Autriche, et que nous poursuivons aujourd'hui ensemble à Libramont.

Erwin Schöpges, président de l'EMB et responsable du projet belge de lait équitable, qui organise cette année la conférence internationale, est profondément convaincu aussi bien de l'idée que de sa mise en œuvre pratique. « Si vous êtes éleveur laitier et que vous voyez que votre filière et vos collègues sont soumis à une pression croissante, que leur survie économique est menacée, vous voulez et devez faire quelque chose ensemble. Il y a 10 ans, nous avons décidé de nous engager dans le projet du *Lait équitable* de l'EMB en Belgique. C'était une bonne décision. » Cette décision porte ses fruits et continue de se développer. « Nous voulons avoir des relations fondées sur l'équité, en Europe mais aussi hors d'Europe, et c'est pourquoi nous avons commencé une coopération avec *Fairtrade*. C'est ainsi que notre lait chocolaté contiendra à l'avenir du cacao issu du commerce équitable. »

Une compagne en or

Lors de la remise des prix, qui s'est tenue aujourd'hui dans le cadre de la Conférence du lait équitable, la Faironika en Or – le prix des producteurs de lait – a été décernée à des citoyens et des institutions qui se sont distingués par un comportement équitable et durable. Le journal **Politico** s'est ainsi vu remettre l'un de ces trophées convoités pour la qualité de ses recherches et de ses articles. **Maria Noichl, députée au Parlement européen**, a reçu la sympathique vache dorée pour son engagement en faveur d'un marché du lait capable de résister aux crises. **L'éleveur laitier suisse Werner Locher** s'est vu attribuer le prix par ses collègues pour son action politique infatigable et pour son engagement fort en faveur de prix du lait équitables et rémunérateurs. **L'ancien ministre fédéral de l'Agriculture, Willy Borsus**, qui a œuvré pour que les producteurs de lait belges reçoivent un prix équitable et une rémunération juste grâce à leur adhésion à Faircoop, a également été récompensé. La Faironika en Or a aussi été décernée à **Herman Vissers de Belgique** et à **Adama Ibrahim Diallo du Burkina Faso**, deux producteurs de lait particulièrement engagés. La **laiterie Luxlait** a reçu le prix en tant que partenaire fiable de la coopérative belge de lait équitable Faircoop. La Faironika en Or a enfin été remise à **l'organisation Agrical** qui s'est illustrée depuis des années par son soutien aux agriculteurs et à leurs familles.

Sieta van Keimpema, vice-présidente de l'EMB, voit dans les projets de lait équitable, et donc aussi dans la coopération entre les producteurs de lait par-delà les pays et les continents, un message positif très important. « Il ne s'agit pas d'être chacun contre les autres, mais d'être ensemble *pour* quelque chose. C'est ce que les producteurs de lait ont pratiqué au cours des dernières années dans le cadre du lait équitable, mais aussi dans leur travail politique ensemble et avec les consommateurs. Le fait d'agir ensemble *pour* des prix rémunérateurs, *pour* une vie digne des éleveurs laitiers, qui travaillent dur, nous a tous fait grandir. » Il ne reste plus qu'à convaincre quelques décideurs au niveau de l'UE de franchir le pas et de mettre enfin en place le **Programme de responsabilisation face au marché (PRM)** afin de stabiliser le secteur laitier.

Vous trouverez ici des photos de la conférence

Lancement de la gamme de lait équitable Faireswiss

Le-Mont-sur-Lausanne, septembre 2019

© Uniterre

La Société coopérative lait équitable a lancé le lait équitable Faireswiss, assurant une rémunération des producteurs et productrices à hauteur d'un franc le litre. Du lait UHT entier et cinq fromages à pâte molle sont disponibles dans tous les magasins Manor Food de Suisse, à savoir 31 magasins.

Le prix payé aux producteurs et productrices de lait fait débat depuis des années. Il est, en effet, très inférieur aux coûts de production, estimés à un franc par litre. Avec Faireswiss, des produits laitiers basés sur une rémunération des producteurs et productrices à ce tarif sont maintenant proposés à large échelle dans la grande distribution. Il s'agit d'une avancée importante qui permet aux consommateurs et consommatrices de s'engager pour un commerce équitable au sein du pays.

La gamme du lait équitable Faireswiss était lancée le 23 septembre dans les 31 magasins Manor de Suisse. Il s'agit d'une brique de lait Tetra Edge UHT entier (3,5% MG), provenant du transformateur Cremo. Mais aussi cinq fromages à pâte molle de la fromagerie Grand Pré à Moudon : le Brie de Moudon, le Bourg-Mignon, le Cœur de Moudon, le St-Etienne et le Reblochon.

L'événement de lancement officiel a été organisé ce jour dans les locaux de Cremo, au Mont-sur-Lausanne, en présence des coopérateurs et coopératrices de la coopérative du lait équitable, de Manor ainsi que du président de l'European Milk Board (EMB), Erwin Schöpges. Ce dernier a présenté la famille des laits équitables existant en Europe, sous l'égide de l'EMB.

Le projet Faireswiss ?

La marque Faireswiss appartient aux producteurs et productrices et leur permet de toucher un revenu décent. Un projet qui rémunère équitablement les producteurs et productrices de lait, c'est à dire à un prix qui couvre les coûts de production, à savoir un franc par litre, soit 30% de plus que le prix payé actuellement. La rémunération auprès des coopérateurs et coopératrices se fera par une rétribution de 35 centimes par litre de lait pour chaque producteur/coopérateur et productrice/coopératrice de lait de centrale. A ce jour, 14 producteurs et productrices de lait se sont engagés dans la coopérative du lait équitable, au moyen de parts sociales calculées en fonction de leur litrage. Ce projet est à destination de tous les producteurs et productrices de lait Suisse.

Les producteurs et productrices de lait de Faireswiss sont engagés dans au minimum deux des trois programmes fédéraux de durabilité et respectent des prestations écologiques.

Pour plus de renseignements sur le projet, <https://www.faireswiss.ch/fr> et www.europeanmilkboard.org

Extrait du communiqué de presse de la Société coopérative lait équitable du 23 septembre 2019

Suisse : manifestation pour un marché du lait équitable et transparent devant le siège d'Emmi

Emmen, septembre 2019

© Uniterre

Le 17 septembre, l'association Uniterre a manifesté pour une politique laitière équitable devant Emmi, le plus grand transformateur laitier suisse. Dans leur action, les producteurs suisses ont également manifesté leur solidarité avec leurs collègues européens à l'occasion des grèves du lait il y a dix/onze ans.

Le soi-disant « tapis vert », a été introduit cette année et devrait garantir une hausse du prix du lait de trois centimes suisses par litre. Le prix indicatif a été relevé à 71 cts/l ! Qu'en est-il chez les producteurs ? Nous demandons que ce prix ait valeur départ ferme pour le segment A et qu'il soit appliqué immédiatement ! Nous refusons la baisse de prix annoncée par Emmi !

- Par ailleurs nous voulons que les livraisons des segments B et C soient volontaires et sans incidence sur le volume du segment A !
- Nous exigeons que les contrats laitiers comprennent des dispositions claires (en kg) sur les quantités attribuées aux segments du marché laitier pour une durée d'au moins trois mois !
- Nous exigeons de la part de la Confédération que les primes à la transformation fromagère soient payées aux producteurs comme l'exige la loi !
- En ce temps de luttes pour une limitation du changement climatique, où tous aiment parler de développement durable, nous affirmons le fait qu'il n'y aura aucun « tapis vert », aucune production durable sans une rémunération qui paye équitablement le travail paysan !

Emmi a engrangé 700 millions de francs suisses de bénéfices durant les cinq dernières années. Le chef d'Emmi a gagné CHF 1.421.000 en 2017. Pour leur part, Coop et Migros ont réalisé un bénéfice de 473 respectivement 475 millions de francs en 2018. Ces chiffres montrent que pour certains il ne s'agit pas d'un tapis vert mais d'un tapis rouge. Ceci alors que les producteurs livrant à Emmi touchent 50 cts/l. Il est temps d'exiger une répartition juste de la plus-value engrangée. Car la production alimentaire n'est pas une activité déficitaire, elle est indispensable et elle produit de la richesse ! Le seul hic c'est que cette richesse n'arrive pas chez les paysans et les paysannes.

Hier, des milliers de paysans ont manifesté, dix années après la révolte paysanne et la grève du lait en France, pour un avenir pour la production laitière et un changement des politiques agricoles ! Nous sommes solidaires de la lutte de nos collègues et appelons la politique d'agir enfin dans l'intérêt public et d'améliorer la position des paysannes, des paysans ainsi que des consommatrices et consommateurs dans un marché dominé par l'industrie et la grande distribution. Une agriculture vivante, paysanne, durable et locale, de la transparence sur le marché ainsi que des circuits courts répondent aux défis actuels et correspondent à l'intérêt public. Il est temps d'agir !

Communiqué de presse d'Uniterre du 17 septembre 2019

Grèves européennes du lait : des millions de litres de lait et des milliers de tracteurs

© EMB

point ils étaient sous-payés.

En 2008 et 2009, pleins de courage mais le cœur lourd, des producteurs de lait ont ouvert leurs cuves de lait et ont fait savoir au monde à quel

Pendant tout le week-end et ce lundi, de nombreux événements en France et en Belgique ont rappelé les grandes grèves européennes du lait des années 2008 et 2009. Cet épisode, qui a vu les agriculteurs européens cesser de livrer leur lait, a donné aux producteurs de lait une voix politique importante. Pas un murmure provenant de quelques individus, mais une voix puissante qui a rendu clairement audibles les revendications essentielles de nombreux éleveurs laitiers européens. Une voix qui n'a certes pas encore pu mettre en œuvre toutes les mesures nécessaires, mais qui a su formuler des propositions concrètes pour le secteur. Et qui a engrangé des succès politiques importants, notamment en 2016 avec la mise en œuvre du programme européen de réduction volontaire de la production.

Ce week-end, en France, les participants à la grève de 2009, venus de toute l'Europe, ont donné le coup d'envoi. Lors d'un grand festival en Normandie, ils ont fièrement commémoré les actions fortes d'il y a dix ans. Boris Gondouin, membre du conseil d'administration de l'APLI et de l'European Milk Board (EMB), a déclaré : *«Ce week-end nous sommes ici en Normandie, en France, pour les dix ans de la grève du lait. C'était quelque chose de magique, mais aussi de très dur et que je ne souhaite vraiment à personne. Mais c'était indispensable. Et cela a montré à tout le monde – aux responsables politiques, aux consommateurs, aux autres agriculteurs – qu'on peut être solidaires. Et à un moment donné, quand on n'est plus d'accord avec le prix du lait, on ne pouvait plus livrer de lait, et cela à l'échelle européenne. »*

Les représentants européens des producteurs de lait se sont ensuite rendus à Ciney, en Belgique, pour assister à la grande action de ce jour, avec 1000 tracteurs. Tout comme il y a 10 ans, lorsque trois millions de litres de lait avaient été épandus dans les champs, aujourd'hui des producteurs de lait de toute l'Europe se sont rassemblés ici avec des tracteurs pour manifester contre les prix du lait encore injustes, qui ne couvrent pas les coûts de production. Ils sont rejoints par de nombreux agriculteurs d'autres secteurs agricoles qui manifestent également contre l'actuelle politique agricole injuste et peu durable.

Pour Erwin Schöpoges, président de l'EMB et producteur de lait belge, ces grèves représentent un moment historique important pour les producteurs laitiers en Belgique et dans les autres pays. *«Une solidarité unique en son genre est née à ce moment-là entre les producteurs de lait et les consommateurs. Il n'y avait jamais eu d'action de ce type auparavant et nous pouvons en être fiers. »* Sieta van Keimpema, vice-présidente de l'EMB, s'adresse à la génération actuelle des producteurs laitiers : *«Regardez ce qui s'est passé sur votre exploitation depuis 10 à 20 ans. Examinez votre revenu, la situation de votre famille, vos heures de travail et votre vie sociale. Si vous voyez que votre vie ne s'est pas améliorée, même si vous avez tant travaillé, joignez-vous aux agriculteurs qui veulent changer quelque chose. Cela est dans votre intérêt, qui correspond également à l'intérêt de nombreux autres agriculteurs internationaux. Se battre ensemble est la seule façon d'améliorer la situation et de lutter contre la disparition des exploitations que nous connaissons depuis des années. Lève-toi, le producteur de lait ! »*

Des progrès ont été accomplis dans le secteur laitier au cours des onze dernières années. Mais on voit aussi ce qui arrive quand on ne réagit pas suffisamment : après la grève, le prix du lait continue de connaître des chutes spectaculaires. Les exploitations familiales continuent de disparaître, alors que nous connaissons bien l'importance de ces structures familiales, aussi bien du point de vue social que pour le climat. La politique laitière européenne a impérativement besoin d'un instrument de gestion de crise comme le **Programme de responsabilisation face au marché** – un instrument capable d'empêcher les chutes des prix, afin que la production laitière ne soit plus synonyme de travail à perte. Afin que l'agriculture offre à nouveau des perspectives aux agriculteurs et, surtout, aux jeunes. C'est pour cela que les producteurs de lait se sont battus dès 2008 et 2009 au cours de la grève du lait et qu'ils continuent de lutter encore aujourd'hui.

Dans de nombreux pays européens, les participants à la grève du lait se souviennent des événements de l'époque et de leur importance pour le mouvement des producteurs de lait en Europe aujourd'hui

France : Sylvain Louis, président de l'APLI Nationale

2009 a mené à une prise de conscience pour les éleveurs laitiers que leur production était leur propriété, qu'ils pouvaient épandre leur lait pour dénoncer l'insuffisance du prix d'achat. Un nouveau vocabulaire naissait pour eux : parler de coûts de production, de prix rémunérateurs, de salaires décents, de régulation de la production. Un combat restait à mener pour les années suivantes sans garantie de victoire – mais ne pas se battre, c'était déjà avoir perdu la bataille !

Allemagne : Stefan Mann, président du BDM

Ce qui semblait impossible devenait envisageable. Nous nous souvenons tous avec fierté de ces actions organisées, il y a 10 et 11 ans, par nous, les éleveurs laitiers. Fin mai 2008, notre président de l'époque, Romuald Schaber, déclara à Freising, devant 15 000 agriculteurs réunis qui attendaient son signal, qu'il interromprait dès cet instant ses livraisons de lait. C'était le début de neuf jours de mobilisation sans précédent, d'émotions fortes et d'une perplexité croissante du côté de l'industrie laitière. Nous nous sommes tous dépassés, le sommeil était rare. En plus de l'interruption des livraisons de lait, l'arrêt des flux de lait en provenance des autres pays de l'UE a représenté une tâche particulièrement éprouvante pour les militants engagés dans toutes les régions.

La deuxième phase active des manifestations a eu lieu un an plus tard, à l'automne 2009. Cette fois-ci, elle n'avait pas été déclenchée par nous, en Allemagne, mais par nos amis des pays voisins. Les images devinrent encore plus fortes : souvenez-vous de la grande action d'épandage à Ciney, en Belgique.

Sans ces phases actives des manifestations des éleveurs laitiers, on ne parlerait plus aujourd'hui de la problématique du lait. Il n'y aurait pas de Paquet lait, pas de discussion sur la restructuration future du marché du lait, pas d'enquête sur le secteur laitier par l'Office fédéral allemand de lutte contre les cartels, pas de décisions novatrices de la commission agricole du Parlement européen, on ne débattrait pas d'un élevage laitier économiquement durable ou de bien d'autres sujets.

Nous voulons poursuivre ce que nous avons lancé dans les années 2008/2009, avec nos arguments irréfutables et avec une persévérance que peu auraient imaginée possible. Nous devons toutefois rester prêts à mettre à nouveau à profit la puissance des actions publiques.

Italie : Roberto Cavaliere, membre du Comité directeur de l'EMB et président de l'association italienne APL della Pianura Padana

Nous avons lutté ensemble pour un prix équitable. La grève du lait de l'époque était notre réponse à une politique laitière européenne ratée. Nous avons donc arrêté de produire afin d'exiger des règles plus justes pour le marché du lait.

Luxembourg : association des producteurs de lait LDB

De nombreux agriculteurs luxembourgeois étaient très motivés et se sont joints à la grève. Beaucoup ont déversé leur lait dans leur ferme et se sont rendus en ville, avec du lait dans la citerne à lisier, en direction du Ministère d'État de Jean-Claude Juncker. La solidarité de la population envers les éleveurs laitiers était aussi impressionnante que celle entre les producteurs de lait eux-mêmes. Beaucoup étaient prêts à changer leurs habitudes d'achat et à consommer de manière plus responsable. Cela perdure encore au Luxembourg : les consommateurs veulent des produits régionaux et de saison. Dans l'ensemble, les éleveurs laitiers ont fait changer beaucoup de choses il y a 10 et 11 ans. Ce qui m'a impressionné, c'est de voir autant de personnes dans toute l'Europe unir leurs forces.

Pays-Bas : Sieta van Keimpema, membre du conseil d'administration de l'EMB et présidente du DDB

Nous avons été très déçus par la résistance des coopératives contre leurs propres producteurs. Toutefois, la solidarité entre les producteurs participants était impressionnante.

Autriche : Ernst Halbmayr, chef du projet du lait équitable *A faire Milch*

J'étais présent en juin 2008 lorsque des milliers d'agriculteurs rassemblés dans un champ en Allemagne, à Freising, ont entendu les mots de Romuald Schaber : « Dès demain, je ne livrerai plus de lait. » En Autriche, nous avons convoqué une réunion de notre comité directeur et nous avons décidé de nous joindre immédiatement au mouvement. Pour beaucoup d'entre nous, c'était sans doute la période la plus émotionnelle et bouleversante de leur vie de producteur de lait. Il est difficile pour qui n'était pas présent de se représenter à quel point ce moment était exaltant. Aujourd'hui, chacun se souvient bien de ses réactions et chacun a sa propre histoire.

Suisse : Werner Locher, secrétaire de BIG-M

La grève du lait en Europe fut une démonstration éclatante de la solidarité entre les agriculteurs. Avec ces différentes actions, nous avons réussi à sensibiliser l'opinion publique à la situation délétère sur le marché du lait. Malheureusement, les conditions cadres n'ont pas fondamentalement changé depuis. Nous avons encore besoin de l'EMB ! Nous, les Suisses, sommes fiers d'appartenir à ce formidable mouvement européen qu'est l'EMB.

Une voix dont de nombreux producteurs de lait auraient souhaité qu'elle puisse engranger encore davantage de succès.

Vous trouverez ici des photos de l'action à Ciney

Communiqué de presse de l'EMB du 16 septembre 2019

Nouveaux rapports de force au Parlement européen

Juin 2019

© Europäisches Parlament

Allons-nous assister à un changement de cap dans la politique agricole du Parlement européen ? Ce qui est sûr, c'est que les élections de la fin mai sont venues bouleverser les rapports de force existants. Les deux grands partis – le parti populaire européen (EPP) et les sociaux-démocrates (S&D) – ont perdu des sièges et, pour la première fois, ne pourront pas former de majorité à eux seuls.

Les libéraux (ALDE) et les Verts ont, eux, enregistré des gains importants. Le futur parlement sera plus polarisé et plus complexe et nécessitera une coalition d'au moins trois partis pour trouver une majorité. La nouvelle répartition des sièges donnera plus d'influence aux petits partis et le centre de gravité politique des 751 députés européens devrait s'éloigner du centre. Après la mise en œuvre du Brexit, le Parlement sera réduit à 705 eurodéputés.

Parmi les eurodéputés sortants réélus, on compte entre autres Paolo De Castro (S&D, Italie), Eric Andrieu (S&D, France), Clara Aguilera García (S&D, Espagne), Marc Tarabella (S&D, Belgique), Maria Noichl (S&D, Allemagne), Peter Jahr (PPE, Allemagne), Herbert Dorfmann (PPE, Italie), Norbert Lins (PPE, Allemagne), Martin Häusling (Verts, Allemagne), les libéraux Ulrike Müller (Allemagne) et Jan Huitema (Pays-Bas) ainsi que l'eurodéputée Mairead

McGuinness (PPE), Marco Zullo (ELDD, Italie), Luke Flanagan et Matt Carthy (tous les deux de la gauche).

Le président polonais de la commission agriculture Czesław Siekierski (EVP) et sa vice-présidente roumaine Gabriela Zoana (S&D) ont échoué à conserver leur siège. Certains eurodéputés ne s'étaient pas représentés, notamment l'ancien coordinateur du parti populaire européen Albert Deß (PPE, Allemagne), Michel Dantin (PPE, France), le député nord-irlandais Jim Nicholson (CRE, RU) ainsi que Ricardo Serrão Santos (S&D, Portugal) et José Bové (Verts). Esther Herranz García (PPE, Espagne), Marijana Petir (PPE, Croatie), Nicola Caputo (S&D, Italie), Maria Heubuch (Allemagne) et Thomas Waitz (Autriche) des Verts ainsi que Jens Rohde (ALDE, Danemark) feront également leurs adieux au Parlement.

L'avenir de la réforme de la PAC

Les libéraux et les verts sortent renforcés de cette élection et ils entendent imprimer leur marque sur l'orientation de la politique agricole. Le nouveau Parlement européen accordera certainement plus d'importance à la protection du climat, un sujet étroitement lié à l'agriculture et qui n'est désormais plus défendu exclusivement par les Verts. L'avenir du rapport sur la réforme de la politique agricole commune, adopté à la commission agriculture juste avant la fin de son mandat, est incertain. Il est probable que ce rapport controversé sur les stratégies pour la PAC soit remis à plat. L'incertitude plane également sur le calendrier du rapport sur l'organisation commune de marché, adopté en avril à une forte majorité. Les députés s'y sont prononcés clairement en faveur d'une renonciation volontaire aux livraisons pour tous les secteurs en cas de déséquilibre grave du marché, y compris la possibilité d'un plafonnement de la production. Il serait souhaitable que ces articles positifs soient repris dans la législation sur la PAC et contribuent à protéger le marché du lait des crises.

Regina Reiterer, EMB

Entretien avec Sylvain Louis, Président de l'APLI en France

Paris, mai 2019
© APLI

Le 14 mai 2019, quelques dizaines d'agriculteurs français, membres de l'Association des Producteurs de Lait Indépendants (APLI Nationale) se sont rendus à Paris pour manifester à proximité du ministère de l'Agriculture. Leur objectif : dénoncer la manière dont la loi Egalim est appliquée jusqu'à présent.

Sylvain Louis, Président de l'APLI revient sur cette journée de mobilisation.

Monsieur Louis, pourriez-vous nous en dire davantage sur la loi Egalim ?

En France, le gouvernement a voulu que les coûts de production soient pris en compte dans la formation des prix. En octobre 2018, la loi Egalim, « loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous » de son nom complet a été votée. Celle-ci a pour objectif de répartir plus équitablement la valeur des produits entre les producteurs et les industriels ainsi que d'assurer un revenu décent aux producteurs.

Aujourd'hui, le prix du lait s'élève à 320 €/1000 L et continue à baisser. Or, les producteurs devraient percevoir 450 €/1000 L pour pouvoir couvrir leurs coûts de production et leur garantir un revenu juste. Pour cette raison, nous avons demandé des entretiens auprès de responsables politiques.

Qui avez-vous rencontré ? Quels sujets avez-vous abordé ?

Boris Gondouin, membre du Comité directeur de l'EMB et moi-même, avons d'abord été reçus par Madame Nathalie Barbe, conseillère du Ministre de l'Agriculture Didier Guillaume. À la différence d'autres entretiens, nous ne sommes pas venus les mains vides et nous lui avons présenté nos factures pour les mois de mars et avril. Madame Barbe a été très surprise de voir les chiffres figurant sur notre fiche de paie. Nous avons également dénoncé les effets d'annonce. En effet, certains industriels ont peut-être reversé 370 €/1000 L pour un produit, mais pas pour la totalité !

Après la manifestation, nous avons pu nous entretenir avec M. Guillaume Garot, ancien ministre délégué à l'agriculture, et le député socialiste M. Dominique Potier, agriculteur en Meurthe-et-Moselle. Ceux-ci sont en phase avec l'APLI et l'EMB et nous suivent de près. Malheureusement, ils sont minoritaires au sein du gouvernement.

Comment s'est déroulée la manifestation ?

La manifestation s'est déroulée pacifiquement, avec le soutien de délégations de la Confédération paysanne et de la Coordination rurale. Nous avons déversé symboliquement quelques litres de lait. De plus, les passants ont pu déguster du lait équitable Fairefrance. Cette marque prouve qu'il est possible de vendre du lait à 45 centimes le litre, soit un prix juste pour les producteurs.

Quelles conclusions tirez-vous de cette journée d'échanges et de mobilisation ?

Nous sommes satisfaits de la présence de nombreux journalistes et de la résonance médiatique de notre journée de mobilisation. Cependant, nous avons prévenu les responsables politiques que si la situation ne s'améliorait pas, les protestations s'accroîtraient.

M. Louis, je vous remercie de cet entretien.

Vanessa Langer, EMB

Publication de l'étude sur la structure de livraison dans le secteur laitier

L'enquête sur le secteur laitier réalisée en 2012 par l'Office allemand de lutte contre les cartels a montré, s'il en était besoin, que le marché des achats de lait cru n'était que partiellement fonctionnel. Ce qui est sûr, c'est que les conditions du marché telles qu'elles existent s'exercent uniquement au détriment des producteurs de lait.

© EMB

Ce système reposant sur l'obligation de livraison, la garantie de rachat et des prix du lait fixés a posteriori - souvent très en-dessous des coûts de la production laitière - est aujourd'hui monnaie courante et pèse lourdement sur les producteurs de lait.

Dans ce contexte, MEG Milch Board a chargé l'entreprise de conseil indépendante Lademann & Associates GmbH (L&A) d'analyser les conséquences des conditions de livraison sur la concurrence sur le marché du lait allemand et d'étudier les possibilités d'intervention. L'analyse économique des conséquences de la formation actuelle des prix du lait a permis de dégager quatre résultats principaux :

1. Une obligation de livraison intégrale associée à une garantie de rachat, qui caractérise encore la majeure partie des volumes de lait cru produits, entraîne un effet d'éviction et favorise la surproduction et la baisse des prix.
2. La modélisation permet de montrer que la structure actuelle du marché, qui permet aux laiteries d'acheter le lait cru fourni pour le transformer et l'écouler, autant que possible, sans tenir compte de l'intégralité des coûts de production, place les producteurs dans une situation bien pire que si les producteurs et les laiteries devaient négocier les prix avant la livraison.
3. La fixation des prix, unilatérale et a posteriori, fait que les laiteries répercutent les incertitudes du marché sur les producteurs. À l'opposé, ceux-ci se trouvent, de manière inhérente, dans une plus mauvaise situation d'accès aux informations importantes sur le marché pour la planification des volumes ; ceci provoque régulièrement l'arrivée de volumes de lait élevés sur le marché, avec pour résultat de fortes fluctuations des prix sur le marché du lait cru.
4. D'un point de vue économique, on peut comprendre la relation entre les laiteries coopératives et les producteurs de lait à l'aide du problème du principal-agent : les laiteries (coopératives), les « agents », poursuivent leurs intérêts propres et n'agissent pas dans le sens des membres de la coopérative, les « principaux ». Dans le même temps, les producteurs poursuivent également des intérêts divers qui ne peuvent être réconciliés qu'au moyen d'un règlement s'appliquant à tous les acteurs pour le bien de tous.

Selon L&A, une fixation contraignante des clauses contractuelles relatives aux prix et aux volumes peut permettre de surmonter cette structure de marché et de livraison, qui existe au détriment des producteurs. L'article 148 de l'Organisation commune des marchés (OCM) constitue une base appropriée pour cela. Nous devons mettre en place des prix et des volumes contraignants pour tous les acteurs afin de stabiliser le marché du lait.

MEG Milch Board, avril 2019

Commentaire de l'EMB :

L'introduction obligatoire de contrats en vertu de l'article 148 de l'OCM, qui fixe les prix et les volumes, soutient la position des producteurs de lait dans la chaîne d'approvisionnement et peut donc contribuer à améliorer les structures du marché et les conditions de concurrence. Ici, il serait important que le prix du lait s'oriente aux coûts de production.

En outre, le secteur laitier a également besoin de conditions cadres dans le cadre de la politique agricole commune, telles qu'un instrument de crise efficace qui puisse être utilisé en cas de baisse problématique du prix du lait.

Quand quantité et bas prix riment avec dumping

Les éleveurs laitiers africains exhortent l'UE à limiter sa surproduction

@ EMB

« En Afrique, le lait n'est pas juste important, il est extrêmement important. »

En prononçant ces mots, Korotoumou Gariko, productrice de lait et dirigeante d'une mini-laiterie au Burkina Faso, pose un regard sérieux droit devant elle, vers la scène. C'est ici, près du bâtiment du Conseil de l'UE à Bruxelles, que se sont rassemblés ce 10 avril ses collègues du Mali, du Sénégal, de Mauritanie et du Niger aux côtés d'agricultrices et d'agriculteurs européens et d'une large coalition d'organisations de la société civile. Dans une déclaration commune, ils exhortent l'UE à éviter à l'avenir les surplus nocifs et le dumping.

Ce sont surtout les importations croissantes de lait écrémé en poudre enrichi en matières grasses qui posent un problème à la production locale en Afrique. « Au Niger, nous ne sommes pas satisfaits de la mauvaise qualité des produits laitiers importés. Ils sont enrichis avec de l'huile de palme, sans que la population n'en soit informée », explique Wouro Habsatou Aboubacar, éleveuse laitière et fondatrice d'un réseau laitier régional, pour décrire la situation dans son pays. Ce faisant, elle tient dans ses mains une vache miniature aux couleurs du Niger. L'huile de palme est 12 fois moins chère que la matière grasse du lait. Pour les producteurs locaux, il est presque impossible de concurrencer ces importations à bas prix. Au Burkina Faso, par exemple, un litre de lait local pasteurisé coûte l'équivalent d'environ 91 centimes, contre 34 centimes pour un litre de lait tiré d'un mélange de poudre.

Les organisateurs de la manifestation n'entendent pas condamner indistinctement toutes les importations, mais un équilibre est nécessaire et les importations à bas prix ne doivent pas prédominer. Les premières réactions des représentants de la Commission européenne aux revendications des producteurs africains laissent toutefois entrevoir que les conséquences négatives des importations à bas prix sont toujours largement sous-estimées ici.

Pour Koen Van Troos de *Vétérinaires Sans Frontières*, co-organisateur de la manifestation de Bruxelles, il est très important que les mentalités changent dans l'UE : « Notre travail sur place, qui consiste par exemple à fournir des prestations vétérinaires et des mesures d'amélioration de l'accès au fourrage et de développement de la chaîne de création de valeur du lait, ne peut avoir qu'un impact réduit si la politique de l'Union européenne n'évolue pas », dit M. Van Troos.

Il faut mettre un terme à la forte surproduction qui caractérise l'UE et qui provoque de nombreuses crises ici aussi. C'est pourquoi les représentants de l'European Milk Board, l'association européenne des producteurs de lait, appellent de leurs vœux l'intégration d'un instrument de gestion de crise dans la politique agricole commune de l'UE.

En Afrique de l'Ouest, la production laitière locale possède un potentiel important d'emploi et de revenu qui nécessite d'être développé davantage et qu'on doit cesser de menacer. À ce sujet, l'éleveuse laitière Korotoumou Gariko souligne le gros problème que représenterait pour les familles la fin de la production laitière locale en Afrique de l'Ouest : « Ce sont surtout les femmes qui travaillent dans le secteur laitier. L'argent qu'elles gagnent leur permet de nourrir leur famille et d'envoyer leurs enfants à l'école. Ainsi, si l'on tue le lait au Burkina Faso, on tue aussi les familles. »

Silvia Däberitz, EMB. Article paru dans la Bauernstimme de 05/2019

Vous trouverez ici plus d'informations sur le sujet :

Communiqué de presse de l'EMB : « Ne pas exporter les problèmes de l'UE en Afrique ! »

Déclaration commune des organisations paysannes et de producteurs laitiers pour le lait local et équitable en Afrique de l'Ouest et en Europe

Dossier : « N'exportons pas nos problèmes »

Résumé : « N'exportons pas nos problèmes »

Site : « N'exportons pas nos problèmes »

Vidéo explicative : « N'exportons pas nos problèmes »

Vidéos de l'EMB sur les actions

Visite ministérielle à la ferme – entrevue avec Boris Gondouin

Stenay, février 2019

© APLI

Le 21 février 2019, la ministre française chargée des Affaires européennes, Nathalie Loiseau, s'est rendue sur l'exploitation laitière de Boris Gondouin, membre du conseil d'administration de l'European Milk Board (EMB) et de l'Association française des producteurs de lait indépendants (APLI). Au programme : une discussion détaillée sur les solutions européennes pour le marché laitier. Boris Gondouin raconte.

Monsieur Gondouin, qu'est-ce qui amène une ministre de Paris dans votre exploitation dans le nord de la Meuse ?

Une députée de ma région, avec qui nous avons déjà eu plusieurs échanges, lui avait parlé de cet éleveur français qui se bat au niveau européen pour défendre son métier et un prix juste pour les producteurs, car elle estimait qu'il méritait d'être écouté. C'est ainsi que la ministre est venue à ma ferme, accompagnée d'une délégation de responsables politiques de la région et d'ailleurs, tels que plusieurs députés et sénateurs, le préfet et le directeur de la Direction départementale des territoires (DDT). Mon associé Gerald Rouvroy et moi les avons donc accueillis sur notre exploitation, accompagnés du président de l'APLI Sylvain Louis et du président de la marque du lait équitable FaireFrance, Jean-Luc Pruvot.

De quels sujets avez-vous discuté ? Quels messages souhaitez-vous faire passer ?

Les sujets principaux abordés étaient mon travail à l'EMB (European Milk Board) ainsi que le projet européen du lait équitable. Je lui ai expliqué notre combat et comment nous en étions arrivés là – la suppression des quotas, les crises récurrentes et la création de l'EMB, fruit de la solidarité entre les producteurs européens.

Mais le plus important pour moi était de parler de pistes de solution concrètes, tels que notre étude sur les coûts de production, le Programme de responsabilisation face au marché (PRM) et aussi le lait équitable. En effet, vu que ce n'est pas toujours facile de se faire entendre au niveau politique, les producteurs ont voulu se prendre en main pour créer le lait équitable européen, dont notre marque FaireFrance fait partie. Il s'agit là d'un projet créé par les agriculteurs eux-mêmes qui montre qu'il est possible de vendre du lait tout en payant un prix juste au producteur et en renforçant le lien entre les consommateurs et les agriculteurs.

Ce changement de lieu facilite-il la communication par rapport aux échanges plus « traditionnels » au ministère ?

Évidemment, c'est tout à fait autre chose. Là j'étais chez moi, j'avais l'impression de pouvoir parler librement, de pouvoir dire tout ce que je pensais. J'avais préparé un petit discours où j'ai fait un résumé de tout ce qui s'était passé les 20 dernières années. Nous sommes tout de suite entrés dans le vif du sujet et avons pu avoir un échange constructif.

Rencontrer une ministre à sa ferme, c'est quand même quelque chose d'unique !

De plus, cela nous a permis de faire passer notre message auprès de toutes ces personnes en même temps. La ministre était accompagnée d'une délégation de quelque 25 personnes, cela a donc vraiment valu la peine ! En plus, pour nous c'est aussi plus facile, car ce n'est jamais évident de s'absenter longtemps de la ferme pour se rendre à un rendez-vous à Paris...

Quelles conclusions tirez-vous de cet échange ? Quel soutien concret attendez-vous de la part de la ministre ?

Je suis très satisfait de la manière dont ça s'est passé. La ministre a dit que ce que nous faisons était extraordinaire et qu'elle allait soutenir nos demandes et en parler au ministre de l'Europe et des Affaires étrangères. Et qui sait, peut-être même au président...

La ministre est-elle déjà cliente Fairefrance ou avez-vous réussi à gagner une nouvelle consommatrice de lait équitable ?

Elle ne connaissait pas encore Fairefrance, mais notre démarche lui a vraiment plu. Elle se montrait avant tout impressionnée que ce soient les agriculteurs eux-mêmes qui ont monté ce projet, prenant ainsi leur destin en main. De plus, la marque est ouverte à tous les producteurs de lait, quelle que soit leur région. Je n'irai pas vérifier dans son frigo, mais j'espère bien qu'à partir de maintenant, on y trouvera du lait Fairefrance !

M. Gondouin, je vous remercie de cet entretien.

Regina Reiterer, EMB

Avec leur action frontalière, les agriculteurs réclament l'abandon de CETA et consorts

Lichtenbusch, janvier 2019

© Thilo Schmülgen

Avec leurs tracteurs, des agriculteurs de 17 organisations européennes et deux organisations faitières manifestent conjointement avec la société civile pour une politique commerciale de l'UE juste et respectueuse du climat à l'échelle internationale. Pour une Europe solidaire. Pas de relance du TTIP.

20 tracteurs sont venus de différents pays européens pour participer à l'action à la frontière belgo-allemande. Une centaine d'agricultrices et d'agriculteurs venus de France, des Pays-Bas, du Luxembourg, de Belgique et d'Allemagne ainsi que des membres de la société civile sont venus soutenir les conducteurs de tracteur. Des organisations d'agriculteurs lituanienne et suisse soutiennent également cette action. Par cette action, les organisations entendent exprimer leurs critiques à l'égard de la politique commerciale actuelle de l'UE : l'UE a conclu divers accords commerciaux, avec le Canada (CETA) et le Japon (JEFTA), et en négocie d'autres notamment avec les pays du Mercosur – Brésil, Argentine, Paraguay, Uruguay –, avec la Nouvelle-Zélande et l'Australie et bien d'autres encore. Elle serait actuellement en train d'essayer de relancer les négociations entre l'UE et les États-Unis (TTIP). L'Europe négocie également avec des pays parmi les plus pauvres de la planète, principalement en Afrique, dans le cadre d'Accords de partenariat économique (APE).

« Ces accords commerciaux ont pour conséquence que les produits agricoles soient encore davantage bradés à prix cassés, d'affaiblir d'importantes normes en matière d'environnement et de droit du travail et de donner encore plus de pouvoir aux grands groupes », met en garde Erwin Schöpges, président de l'European Milk Board (EMB). C'est pourquoi

l'alliance européenne a enterré symboliquement, lors de cette action frontalière, les textes de ces nouveaux accords commerciaux nocifs.

Les agricultrices et agriculteurs de différents pays de l'UE ont ensuite signé solennellement la déclaration des agriculteurs européens, imprimée sur une grande banderole. Ils réclament de l'Europe qu'elle mette en place une nouvelle politique commerciale en faveur de prix équitables au producteur, de conditions de travail décentes, de la protection du climat, de l'environnement et des animaux et en faveur d'aliments de qualité et de la souveraineté alimentaire.

L'alliance européenne exige d'enterrer la politique commerciale injuste et favorable aux grands groupes et de défendre les revendications de l'alliance. Un nouveau Parlement européen sera élu en mai de cette année. Ce sera l'occasion pour les citoyens de voter pour des personnes favorables au climat, à l'emploi, à la sécurité alimentaire, à la démocratie et à une agriculture durable. Il s'agit là de signaux importants pour une Europe solidaire et durable et une Europe contre le populisme et le nationalisme.

Vous trouverez ici la déclaration conjointe des agriculteurs

Vous trouverez ici des photos de l'action frontalière

Communiqué de presse de l'EMB du 25 janvier 2019

European Milk Board ASBL
Rue de la Loi 155
B-1040 Bruxelles
Tel: +32 (0)2808 1935
Fax: +32 (0)2808 8265
Mail: office@europeanmilkboard.org
Document-URL: <http://www.europeanmilkboard.org/https://www.europeanmilkboard.org/francais/emb-retrospective-2019.html>